

L'ancien chargé de mission de l'Élysée pour la coopération économique franco-russe* plaide pour un resserrement des liens entre les deux pays, qui nous ouvrirait les portes de l'Asie et de la croissance.

Ne gâchons pas les chances de l'espace économique euro-russe

François Hollande, est aujourd'hui à Moscou. Cette visite est l'occasion d'avancer sur la création de l'espace économique euro-russe et de dépasser les réticences et les idées reçues.

Nous devons, avant tout, reconnaître l'impérieuse nécessité de coopérer avec la Russie au nom de la croissance et de l'emploi. Au moment où la zone euro est confrontée à une sévère récession, la Russie enregistre un taux de croissance supérieur à 3,7 %, avec une dette publique inférieure à 20 % du PIB et un budget en quasi-équilibre.

Ce pays, le plus grand territoire du monde, avec une population de 142 millions d'habitants, qui a un pied en Europe et un en Asie, est le premier producteur mondial de gaz, le second producteur de pétrole. À nous de ne pas gâcher la carte que nous avons avec nos amis russes, celle de bâtir une stratégie de croissance pour la prochaine décennie.

Déjà, de grandes entreprises françaises, comme Sanofi, Renault, Danone, Alstom, Auchan et bien d'autres ont compris le potentiel économique de ce pays, le dynamisme de son marché intérieur ainsi que la volonté des autorités russes de

moderniser leurs infrastructures. Quand, en 2012, Renault enregistre une chute de ses ventes de 23 % sur le marché français, elles augmentent de 23 % en Russie. Or, pour la première fois, l'année dernière, le nombre de voitures neuves vendues en Russie a été supérieur à celui enregistré en Allemagne. Ce qui est vrai

« **Quand, en 2012, Renault enregistre une chute de ses ventes de 23 % sur le marché français, elles augmentent de 23 % en Russie** »

pour l'automobile l'est également pour de nombreux autres secteurs d'activité comme le transport, la distribution, l'énergie ou les travaux publics.

La réussite d'une coopération économique repose sur la confiance, la réciprocité des intérêts et sur des transferts croisés de capitaux. La Russie est une économie de marché membre depuis cette année de l'Organisation mondiale du commerce et, depuis plus de vingt ans, du FMI. Il n'y a pas lieu d'imposer à ce grand pays un régime d'exception. Les transferts de capitaux doivent être soumis au régime de droit commun. Il faut en terminer avec les entraves administratives ralentissant les grands projets qui tiennent au cœur de nos amis russes, comme la construction

des deux tours Ermitage à la Défense ou du centre culturel russe à Paris. Avec de tels comportements, le pont Alexandre-III, cadeau de la Russie à la France, aurait-il pu voir le jour au XIX^e siècle ? La France, un des principaux pays d'accueil des investissements étrangers,

se doit de diversifier ses investisseurs pour éviter toute dépendance. La proximité géographique et culturelle de la Russie constitue une réalité. La Russie ouvre la porte vers l'Eurasie et notamment vers des pays qui, dans les prochaines années, joueront un rôle croissant, comme le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan ou la Mongolie.

Cette coopération peut être une solution pour de nombreuses entreprises et leur offrir une seconde vie. L'investissement des capitaux russes, dans les PME, notamment spécialisées dans la haute technologie, doit permettre à celles-ci de connaître un nouveau développement sur le marché russe et au-delà. À cet effet, nous devons veiller à ce que les investissements russes

en France ne fassent l'objet d'aucune discrimination. Nous en serions sinon les premiers pénalisés.

La libre circulation des hommes est la condition d'une bonne coopération économique. Les pilotes d'Air France volant sur des avions d'Aeroflot en sont le parfait exemple. L'accord sur les visas professionnels, après plusieurs années d'attente, constitue un indéniable progrès. Néanmoins, nous ne pouvons que regretter le recul de l'enseignement du russe en France. La visite présidentielle devrait donner lieu au lancement d'un plan en faveur de l'apprentissage mutuel de nos deux langues. Par ailleurs, la Russie a besoin, pour se moderniser, de 1,5 million de cadres qualifiés. Nous pourrions contribuer utilement à ce vaste chantier de formation professionnelle.

François Hollande, durant ces deux jours, a le choix entre une gestion au fil de l'eau de notre ancestrale amitié avec la Russie et une relance ambitieuse des relations entre nos deux pays. Nos différends diplomatiques, qui d'ailleurs s'estompent, ne doivent en aucun cas nous empêcher de travailler, ensemble, sur un grand projet. Il est urgent de lever les barrières idéologiques pour construire un véritable espace économique commun euro-russe qui nous ouvre les portes de l'Asie et de la croissance.

* Auteur du rapport sur la création d'un espace économique euro-russe.

